

L'État et la guerre

Le combat de l'école libertaire du socialisme contre l'État est presque toujours incompris de la majorité de nos concitoyens. La raison essentielle en est qu'ils sont, depuis des siècles, conditionnés par l'État lui-même, lequel, utilisant les innombrables moyens de propagande, de persuasion dont il dispose, domine et dirige la formation des consciences, des esprits, des intelligences. Si bien que toute la vérité est faussée, et avec elle, toute l'histoire, dont le déroulement de la vie des peuples, la naissance et la mort des civilisations.

Nous avons dit, déjà – et nous regrettons que le temps nous manque pour entreprendre cette tâche dont nous voudrions que se chargent ceux qui prendront la relève dans les luttes de l'avenir – qu'il serait très utile, indispensable même, d'écrire une interprétation libertaire de l'histoire. Non pas pour faire une œuvre systématique et tendancieuse, car on ne sert jamais l'humanité en trahissant la vérité, mais pour mettre en valeur, dans la mesure qui lui revient, l'œuvre créatrice, organisatrice, civilisatrice de cette humanité, par son effort propre, naturel, pour ainsi dire biologique, et la comparer avec celle de l'État. Il y aurait là des fondements historiques et sociologiques d'une solidité insoupçonnée, et des bases théoriques sûres, pour inspirer les générations futures.

Certes, nous sommes prêts à, reconnaître que dans le développement de l'histoire on peut trouver, par-ci, par-là, des réalisations utiles faites par l'État. Il fallait bien qu'il se justifiât ou, comme écrivait Bakounine en s'occupant de l'État russe de Pierre le Grand, qui fomentât la création de richesse de la bourgeoisie par exemple [[Le texte est annoté, mais les notes n'apparaissent pas dans l'original]]. D'où aurait-il puisé ses richesses, si quelqu'un d'autre ne les avait pas produites ?

La bourgeoisie fut une vache à lait, sous forme d'impôts directs et indirects, de taxes, de tous lieux, de dévaluations monétaires, de banqueroutes, etc.

Ses initiatives utiles ont, dans l'immense majorité des cas, eu pour but un calcul de spéculation pure. La bourgeoisie a exploité le peuple ; l'État a exploité la bourgeoisie et le peuple.

L'État, « le plus froid des monstres », comme écrivait Nietzsche, est aussi le plus monstrueux des monstres ; car il a été aussi au long de l'histoire, une cause permanente de guerre, de destructions, de massacres et d'horreurs. Les marxistes ont, à ce sujet, déformé l'histoire pour la faire entrer dans le cadre de théories érigées en dogmes, dont l'acceptation obligatoire a conduit au totalitarisme que nous connaissons. Les luttes pour l'expansion territoriale, pour la domination des maisons royales, pour la satisfaction des ambitions autoritaires, des impérialismes politiques (le siècle de guerres de Louis XIV, les campagnes affreuses de Charles XII, les rivalités d'un François I^{er} et d'un Charles-Quint, les entreprises d'un Napoléon rêvant de conquérir jusqu'aux Indes, bouleversant l'Europe et causant des millions de morts), ont eu pour cause, en premier lieu des raisons d'État.

Il est vrai qu'au dix-neuvième l'expansion du capitalisme a été une des causes de guerres internationales – particulièrement des guerres coloniales –, mais pas la seule. Les guerres de la Prusse contre l'Autriche et le Danemark ont eu pour cause une volonté de domination (contre les autres États allemands) et d'expansion dominatrice (contre l'Autriche). La guerre franco-allemande, a eu pour cause la rivalité des deux nations pour la succession au trône d'Espagne. La guerre italo-française contre l'Autriche, a été aussi, fondamentalement, conséquence de la lutte menée contre l'impérialisme de Vienne. La guerre russo-turque eut pour

cause des rivalités expansionnistes traditionnelles. On ne peut parler ici de raisons économiques prépondérantes.

Même dans la première moitié du vingtième siècle, les causes traditionnelles apparaissent. Certes, la rivalité commerciale anglo-allemande a joué sur une large échelle. Mais il y a eu aussi d'autres causes, et Luigi Fabbri, le sociologue anarchiste italien, pouvait montrer que les ressorts non purement économiques auraient été les plus importants. La France, voulait reconquérir l'Alsace-Lorraine, et depuis 1871 (rappelons-nous du patriotisme des communards, qui n'étaient pas des agents du capitalisme), elle s'est préparée à la revanche, si bien que le qualificatif de « revanchard » est devenu internationalement célèbre. La Russie tzariste voulait un accès sur la Méditerranée, et sa rivalité avec l'Autriche-Hongrie a rendu la guerre inévitable. La question balkanique qui avait provoqué la guerre de 1912-1913, qui mit fin à l'hégémonie turque eut aussi surtout une cause politico-étatiste.

Parmi les facteurs exploités par l'État pour ses entreprises belliqueuses, l'exploitation des sentiments patriotiques et racistes a été savamment entretenue. On a pu dire, avec raison, que le patriotisme était la religion des États modernes. Ajoutons le nationalisme.

Nous avons une preuve nouvelle, qui s'impose à quiconque suit la réalité, dans le conflit qui oppose en ce moment l'U.R.S.S. et la Chine, ou plus exactement l'État russe et l'État chinois, tous deux marxistes, les castes gouvernantes de ces deux États, la minorité qui mène la politique internationale dans chacun d'eux. Car ce ne sont pas les peuples russe et chinois qui spontanément, d'eux-mêmes, préparent la guerre. Ce sont les gouvernants, ou hommes d'État.

Rivalité d'États, professant une même idéologie, un même credo, les mêmes buts politiques et sociaux, se réclamant d'une même doctrine, poursuivant la même finalité. D'États

marxistes, en un mot. Nous l'avions souligné quand, il y a une dizaine d'années, après avoir envahi le Tibet, les troupes de Mao Tsé-tung dévalèrent les pentes de l'Himalaya pour envahir le nord de l'Inde. Pour des buts économiques, idéologiques, de domination politique ? Il y avait sans doute de tout cela. Mais l'important est qu'alors ce fut l'U.R.S.S., l'État russe, qui envoya à l'Inde des armements pour lutter contre les troupes chinoises, et empêcher l'expansion du frère asiatique. L'État communiste, bolchevique, marxiste arma l'État capitaliste-bourgeois-féodal indien contre l'État communiste-bolchevique-marxiste chinois.

Depuis, la rupture entre les deux « frères ennemis » n'a fait que s'approfondir. Nous savons ce qu'ont été les polémiques internationales qui ne se sont pas cantonnées dans le domaine idéologique. La rivalité des États a pris l'aspect traditionnel des limites territoriales. Elle avait commencé par la méfiance qu'inspira à Moscou le potentiel de capacité et d'énergie de la nation-sœur : entre États, on se méfie toujours les uns des autres. Et cela entraîna le retrait des techniciens russes qui avaient mis en route une certaine industrialisation à laquelle pouvait suivre, dans un délai plus ou moins long, une force d'expansion impérialiste propre à tous les États.

Puis s'est posé le problème de la Mandchourie. La Chine est surpeuplée, et sa population, qui augmente à raison de quinze millions d'habitants par an, pose le problème des ressources vitales. Il était naturel que, dans ces conditions, les gouvernants communistes, marxistes, chinois demandassent aux gouvernants communistes marxistes russes, de leur retourner cette partie de l'Asie dont les armées du tzar s'étaient emparées dans la période où l'Empire du Milieu était en état de déliquescence. Mais les hommes d'État communistes marxistes russes sont, à ce sujet, plus solidaires des hommes d'État du tzarisme exécré d'hier que des hommes d'État communistes marxistes chinois d'aujourd'hui.

Les combats aux frontières causèrent des centaines de morts. Les deux gouvernements, hommes d'État agissant au nom des peuples, sans les consulter et les chauffant à blanc par une propagande savamment orchestrée, de haut en bas, ont massé des armées pourvues d'artillerie et d'armes atomiques tactiques (surtout du côté russe).

Le bon sens et la loyauté indiquent que cette question aurait dû se résoudre en ouvrant les frontières, en permettant à une partie de la population chinoise de s'installer en Mandchourie, en l'aidant même à le faire. Mais non ! Un État n'est pas seulement un appareil bureaucratique et militaire. C'est une étendue territoriale délimitée, et cela compose un tout, sacré, intangible, à moins qu'il ne s'agisse de l'étendre aux dépens des autres États. C'est pourquoi, au moment où Marx décidait d'entraîner la Première Internationale à la conquête de l'État, Bakounine écrivait (nous citons de mémoire) ces paroles de bon sens : « Mais qui dit un État dit forcément d'autres États, et qui dit plusieurs États dit forcément rivalité, hostilité, lutte entre les États. Mais alors, que reste-t-il de l'Internationale ? »

Disons, pour compléter la pensée bakouninienne que, qui dit plusieurs États dit conflits permanents qui, de nos jours, peuvent mener à des situations aussi catastrophiques pour l'espérance humaine que celles engendrées par le capitalisme. Dans le récent conflit qui opposa l'Inde au Pakistan, l'U.R.S.S. (ou ses gouvernants, ses hommes d'État) signa avec l'Inde un pacte visiblement dirigé contre le Pakistan, allié de la Chine. La rivalité russo-chinoise reprenait, en même temps que les divisions moscovo-asiatiques s'installent au long de l'Amour, fleuve frontière déjà disputé.

Et aujourd'hui, de l'avis des meilleurs spécialistes en questions internationales, c'est entre l'U.R.S.S. et la Chine que le danger de guerre est le plus grave. La Russie éternelle à travers ses gouvernants, l'État russe éternel qui étend sa puissance sur toutes les mers du monde et menace les petites

nations communistes (Yougoslavie et Roumanie) qui ne veulent pas s'intégrer à son système international, l'État russe éternel qui a réalisé maintenant ce dont rêvaient des tzars (la domination des Balkans et une sortie sur la Méditerranée) est capable de toutes les folies. Raisons économiques ? Non ! Les causes économiques d'une guerre, aujourd'hui, existent entre les U.S.A. et le Japon, qui sera bientôt la deuxième puissance industrielle mondiale. Mais il n'y a pas, et il n'y aura pas de guerre à causes économiques. Pas même de menaces. Tandis que les menaces de guerre étatique sont là, patentées, qui font trembler le monde.